

Québec solidaire en faveur d'une armée : un choix contre nature

Normand Beaudet, Louise Constantin et Lucie Mayer

Numéro 811, hiver 2020–2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94423ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, N., Constantin, L. & Mayer, L. (2020). Québec solidaire en faveur d'une armée : un choix contre nature. *Relations*, (811), 35–37.



QUÉBEC SOLIDAIRE EN FAVEUR D'UNE ARMÉE : UN CHOIX CONTRE NATURE

En se prononçant en faveur de la création d'une armée nationale lors de son dernier congrès, Québec solidaire en a surpris plus d'un. Que signifie une telle décision pour un parti de gauche et en quoi est-elle cohérente avec ses principes fondateurs?

Normand Beaudet, Louise Constantin et Lucie Mayer



Christian Tiffet, *Énigmatique armée*, 2020

L'auteur et les autrices, membres de Québec solidaire, y portent l'option pour une défense civile non-violente

Au Québec, nous tirons traditionnellement fierté de notre pacifisme, qui serait l'une des composantes de notre société dite distincte. Dès lors, on pourrait penser que l'idéologie de la non-violence serait déjà bien connue et ancrée dans la société québécoise. Le dernier congrès de Québec solidaire (QS), à l'automne 2019, au cours duquel les membres étaient entre autres choses appelés à définir la politique de défense dont devrait se doter un Québec souverain, permet toutefois d'en douter. La défense civile non-violente faisait partie des options proposées. Or, à une très forte majorité, les membres se sont prononcés en

faveur de la création « d'une force d'autodéfense hybride, à composantes civile et militaire, dont le rôle sera axé sur la neutralité et la dissuasion ». En d'autres termes, le congrès a tranché en faveur d'une armée nationale. Certes, celle-ci n'interviendrait pas à l'extérieur du territoire québécois ni ne prendrait part à des missions sous l'égide de l'OTAN, le parti ayant déjà déterminé qu'un Québec souverain n'adhérerait pas à cette instance considérée comme étant au service de l'impérialisme étasunien. Néanmoins, une fois le bras pris dans l'engrenage des acquisitions militaires, l'ambition de conserver le contrôle d'une telle politique pourrait se révéler illusoire.



Quelle cohérence ?

Dire que cette décision a créé une onde de choc dans certains milieux et auprès de membres et de sympathisants de QS est un euphémisme tant elle semble incompatible avec sa Déclaration de principes initiale qui affirme : « Nous sommes écologistes, de gauche, démocrates, féministes, altermondialistes et pacifistes. » Au fil de l'adoption des chapitres de son programme, le parti a ainsi progressivement concrétisé son orientation pacifiste, notamment par des résolutions adoptées au congrès de 2017 en faveur de la réduction massive des budgets militaires, du démantèlement de l'arsenal nucléaire et de la création d'un ministère des Affaires étrangères, de la Solidarité internationale et de la Paix. QS défend aussi l'implantation d'une culture de la paix par la mise en place d'un programme structuré de sensibilisation et d'éducation, entre autres mesures. Il a aussi pris position contre la militarisation, qui entraîne l'augmentation des violences faites aux femmes, et contre la propagande militaire qui repose sur des valeurs patriarcales, hiérarchiques et antidémocratiques.

Avec de tels engagements, comment les membres de QS en sont-ils venus à voter en faveur d'une armée ? Le fait est que la notion de défense civile non-violente s'est révélée largement méconnue et qu'elle fait même l'objet de préjugés. Il faut déplorer ici que les tentatives de ses partisans pour mieux la faire connaître n'aient pas vraiment reçu d'appui des instances dirigeantes du parti, sous prétexte d'accorder un traitement uniforme à toutes les options, mais empêchant par le fait même que les membres acquièrent un même niveau de connaissance sur les options proposées pour en débattre de façon éclairée. Ainsi, de débat, il n'y en a pas vraiment eu.

En quoi consiste donc la défense populaire et civile non-violente ? Il s'agit d'une forme de défense alternative qui repose sur l'accroissement de la capacité de résistance des populations face à une agression. Elle ne vise pas à pouvoir contrer militairement une incursion étrangère ou une prise de possession du territoire, mais à rendre futiles les possibilités d'en tirer le moindre avantage. L'approche mise donc sur une capacité de dissuasion qui conjugue, de manière planifiée et organisée, des actions collectives de non-coopération et de confrontation avec l'adversaire pour faire en sorte que celui-ci soit mis dans l'incapacité d'atteindre ses objectifs, soit l'influence idéologique, la domination politique et l'exploitation économique. On parle ici d'implanter une culture de la résistance.

Si on veut rendre les populations capables d'opposer une résistance efficace, on doit avant tout réduire les vulnérabilités concernant l'approvisionnement en biens indispensables. Il faut ainsi veiller à protéger les sources d'eau potable afin d'en garantir l'accès partout, assurer un approvisionnement énergétique décentralisé et fournir des denrées alimentaires de proximité toute l'année, afin de minimiser l'intensité de la crise provoquée par le conflit et d'optimiser la capacité de résistance des populations. Bref, développer l'autonomie des communautés, c'est aussi développer leur capacité de résilience et de résistance¹. La

moindre rupture dans les chaînes d'approvisionnement en énergie, en aliments, en médicaments, en fournitures médicales et en produits liés à d'autres besoins élémentaires risque de déstabiliser l'organisation sociale. La pandémie de COVID-19 a bien mis en évidence la vulnérabilité du système économique actuel.

Ne pouvons-nous pas considérer que la mobilisation de masse sera toujours le levier le plus important pour résister aux menaces qui peuvent peser sur les mouvements d'émancipation sociale ?

Un point de rupture

Entre 2017 et 2019, il est clair que l'ordre du jour de QS a été dicté par des événements qui ont transformé sa dynamique : la fusion avec Option nationale (ON), l'élection de dix parlementaires à l'Assemblée nationale et l'augmentation marquée du nombre de membres, s'établissant maintenant à quelque 20 000. Si on peut se réjouir de tels résultats, il était prévisible que la culture et le fonctionnement du parti subiraient une mutation ; et ce fut le cas. Pour plusieurs, le congrès de novembre 2019 représente un point de rupture avec les origines de QS, issu de la fusion de partis et de mouvements de gauche et attaché à une certaine tradition de démocratie.

L'apport des membres d'ON a certainement pesé dans le choix d'une force armée, puisque cette option faisait déjà partie de son programme. Mais l'arrivée d'un nombre important de nouveaux membres a aussi conduit à une perte de mémoire quant aux positions initiales de QS ainsi qu'à une méconnaissance des engagements pris antérieurement, voire de l'identité du parti.

Sans revenir sur tous les arguments soutenant l'option d'une défense civile non-violente, nous aimerions mettre en évidence certains éléments plus stratégiques. En premier lieu, le choix d'une armée – une institution qui a ses propres règles et sur laquelle la société civile n'a aucune prise – remet en question la vision de l'État en tant « qu'instrument du peuple, dont la volonté se réalisera entre autres à travers les services publics » (art. 6.1.2 du programme). Il va aussi à l'encontre de la conception de la démocratie que nous croyions enracinée dans les valeurs fondatrices de QS, qui impliquent une démocratie participative et une décentralisation des décisions. Nul doute que la nature de l'État, les institutions dans lesquelles il s'incarne et le rôle de la société civile seront au cœur des réflexions de l'assemblée constituante que QS convoquera si le parti accède un jour au pouvoir. Il sera alors encore temps, espérons-le, de réfléchir plus en profondeur sur une défense civile non-violente.

Une armée à l'heure de l'urgence climatique ?

Une autre contradiction flagrante entre le choix d'une armée et les orientations de QS est à souligner. Le parti, en effet, a fait de l'urgence climatique une priorité absolue



et a lancé en 2018 un plan de transition économique prévoyant que le Québec se retire de l'exploitation des hydrocarbures et des énergies fossiles. Or, l'armée est reconnue pour être l'une des institutions les plus polluantes en raison de sa consommation vorace de matières premières et de ressources énergétiques (dont les hydrocarbures) et de tous les déchets toxiques qu'elle laisse sur son passage. Or, même avec une armée de dimension modeste, comme on peut imaginer celle envisagée ici, on voit mal comment cet écueil peut être surmonté. QS est traditionnellement proche du mouvement écologiste, qui fournit l'exemple d'une résistance citoyenne décentralisée reproduisant précisément la mécanique de la défense non-violente. Pensons au mouvement Extinction Rébellion, aux actions du Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec, à Coule pas chez nous et à l'opposition au projet GNL Québec au Saguenay, entre autres. Toutes ces initiatives ont reçu l'appui actif de Québec solidaire, qui a en outre adhéré au projet Québec ZÉN (zéro émission nette) du Front commun pour la transition énergétique, une démarche reposant sur une stratégie de mobilisation régionale décentralisée².

C'est sans oublier les luttes autochtones qu'appuie aussi QS et qui s'inscrivent également en majeure partie dans la résistance non-violente. Le mouvement autochtone pancanadien de soutien à la nation Wet'suwet'en – qui revendique le respect de ses terres ancestrales face au projet de gazoduc Coastal Gas Link – a bien montré comment de petits groupes bien coordonnés peuvent réussir à perturber le réseau ferroviaire, symbole fondateur du Canada, entraînant d'importantes conséquences économiques. Ces actions de résistance non-violente ont amené le gouvernement canadien et celui de la Colombie-Britannique à la table de négociation. Malheureusement, des voix se sont élevées pour réclamer l'intervention de l'armée, comme lors de la crise d'Oka, épisode où l'on s'était pourtant demandé si on n'aurait pas mieux géré la situation sans l'intervention de cette dernière³.

Si le militarisme est plus généralement associé à la droite et plus encore à l'extrême droite, qu'en est-il pour la gauche?

Et l'accession à l'indépendance ?

Le front de l'environnement est particulièrement révélateur en matière de stratégies de résistance. Il touche directement au contrôle du territoire et des ressources ainsi qu'aux choix économiques faits par une société. Cependant, l'élément qui semble avoir été le plus déterminant dans le vote en faveur d'une armée, c'est celui de la stratégie d'accession à l'indépendance. Nombreux sont ceux et celles qui se montrent convaincus que l'indépendance du Québec, que pourrait éventuellement proclamer un gouvernement dirigé par QS, donnerait lieu à une invasion du territoire par le Canada, comme lors des

événements d'octobre 1970. Les États-Unis pourraient même se mettre de la partie afin d'assurer la sécurité du continent. Faudrait-il donc croire que seule la lutte armée peut conduire à l'indépendance du Québec? Et si tel est le cas, est-ce que la population serait prête à prendre les armes pour s'engager dans ce projet? Comment croire qu'une armée québécoise serait nécessairement victorieuse face à une armée canadienne déjà constituée et, à plus forte raison, face à l'armée étatsunienne? Et toutes les ressources que le nouvel État québécois devrait allouer pour former et équiper une armée en mesure de défendre l'immensité du territoire québécois, sur les plans terrestre, aérien et maritime, ne sont-elles pas autant de ressources dont seraient privés nos services publics? Ne pouvons-nous pas considérer que la mobilisation de masse sera toujours le levier le plus important pour résister aux menaces qui peuvent peser sur les mouvements d'émancipation sociale?

Il faut certes admettre que l'enjeu de la défense doit être au cœur d'un projet de société et de pays. Il importe néanmoins de s'interroger sur la vision à laquelle il devrait donner lieu dans un parti de gauche, tel que se définit QS. Si le militarisme est plus généralement associé à la droite et plus encore à l'extrême droite, qu'en est-il pour la gauche? La question ouvre tout un champ d'analyse. Chose certaine, aujourd'hui, un parti comme QS est influencé par le mouvement altermondialiste, qui prône la solidarité entre les peuples et remet en question le néolibéralisme et la mainmise des multinationales sur l'économie et la société en général. Or, le complexe militaro-industriel se trouve au cœur de ce système néolibéral, alimentant l'extractivisme et le commerce des armes, sans parler de la menace nucléaire. Voter en faveur d'une armée équivaut à subir d'une façon ou d'une autre la loi de ce complexe militaro-industriel. Est-ce bien ce que souhaitent les membres de Québec solidaire?

On ne peut réécrire l'histoire. Mais il est permis de réfléchir à ce qui en aurait été le cours si l'appel lancé par Rosa Luxemburg aux partis sociaux-démocrates européens de s'opposer à la Première Guerre mondiale, de faire primer la lutte des classes sur le nationalisme et de promouvoir la solidarité entre ouvriers de différentes nationalités avait été entendu. ©

1. Lire Normand Beaudet, «Urgence climatique: se donner une vision», *Le Devoir*, 24 février 2020; Serge Mongeau (dir.), *Un pays sans armée*, Montréal, Écosociété, 1993.

2. Lire Dominique Bernier, «Vers un Québec ZÉN», *Relations*, n° 807, avril 2020.

3. Lire Jacques Gélinas, «Le problème autochtone», dans S. Mongeau (dir.), *op. cit.*